

N°
01

Chaire Histoire & Migrations
uni.lu/C²DH, Ville de Dudelange & CDMH

LIENS MIGRATIONS

PRÉSENCES CAPVERDIENNES



Dirigé par Sarah Maya Vercruysse, Heidi Martins et Denis Scuto

Avec Elisabeth Boesen, José Henrique de Burgo Mendes, Anne Kremers, Roxane Kostigoff, Antoinette Reuter, Bernardino Tavares et Aleida Vieira

uni.lu
Luxembourg Centre
for Contemporary
and Digital History



Liens Migrations est la revue pluridisciplinaire de la Chaire « Histoire et Migrations », fondée en 2025, issue d'une coopération entre l'Université du Luxembourg/le Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) et la Ville de Dudelange, en partenariat avec le Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH).

Face à l'importance des migrations internationales dans l'histoire et la société européennes, notamment au Luxembourg, la chaire a pour mission de renforcer la compréhension des flux migratoires qui ont marqué le Luxembourg et la Grande Région aux XIX^e et XX^e siècles, et de mettre en valeur l'histoire et la mémoire des immigrations et des émigrations dans la région. Ses activités s'articulent autour de trois axes : la recherche, l'enseignement et la diffusion publique des résultats.

Dans ce cadre, *Liens Migrations* est un espace de partage et de valorisation des résultats de la recherche. Publiée trimestriellement, en format numérique et imprimé, en français et en anglais, elle rend les connaissances produites sur l'histoire des migrations accessibles à un large public. Chaque numéro est structuré autour d'un thème central et s'articule autour de neuf rubriques fixes. Une attention particulière est également accordée aux recherches menées sur Dudelange ainsi qu'aux actualités de la chaire et du CDMH.

Directeur de publication

Denis Scuto

Coordination éditoriale

Sarah Maya Vercruysse

Comité de rédaction

Tiago Flores; Piero Galloro; Roxane Kostigoff; Heidi Martins; Antoinette Reuter; Daniel Richter; Denis Scuto; Sarah Maya Vercruysse

Conception graphique

Kirill Mitsurov

Traduction et relecture

Sarah Cooper; Maria Cristina Piticco

Chaire « Histoire & Migrations »
Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH)
UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG
Maison des Sciences Humaines
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-sur-Alzette

Photo de couverture: Œuvre de l'artiste capverdienne Jennifer Lopes Santos, réalisée dans le cadre du projet "À fleur de peau" du CDMH, en partenariat avec le Département de l'Intégration et l'association Finkapé (2021).

© Jennifer Lopes Santos

Publié par: Chaire Histoire et Migrations – Université du Luxembourg
ISSN 3122-2390

Version en ligne



TABLE DES MATIÈRES

<i>Denis Scuto</i>	Éditorial	5
	Le point sur	
<i>Denis Scuto</i>	L'immigration capverdienne et le passé colonial du Luxembourg: retour sur les années 1970	8
	Entretien avec un-e chercheur-se	
<i>Denis Scuto</i>	Elisabeth Boesen, Institut d'Histoire, Université du Luxembourg	21
	Portraits de recherche	
<i>Bernardino Tavares & Aleida Vieira</i>	DisPOSEG – Démêler les rencontres postcoloniales dans la mondialisation	24
	Coup de projecteur sur	
<i>Heidi Martins</i>	Le monde associatif local – La Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg (FACVL)	29
	Musées et patrimoine migratoire	
<i>Heidi Martins</i>	Fenix : le nouveau musée d'art dédié à la migration à Rotterdam	34
	Trésors du CDMH	
<i>Antoinette Reuter & Roxane Kostigoff</i>	Le livre archive, le livre témoin	40
	Traces migratoires de Dudelange	
<i>Antoinette Reuter</i>	BAMI, la naissance d'un projet numérique à Dudelange	45
<i>Sarah Maya Vercruysse & Antoinette Reuter</i>	Actualités	49



Éditorial

Éditorial

Éditorial

Le premier numéro de la revue pluridisciplinaire éditée par la Chaire Histoire & Migrations, *Liens Migrations*, est consacré aux présences capverdiennes au Luxembourg. Ce choix s'explique par une actualité commémorative. Il y a maintenant plus de 50 ans, le 5 juillet 1975, Cap-Vert, archipel d'Afrique dans l'océan Atlantique, proclamait son indépendance, après une lutte menée par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (*Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde*, PAIGC), dirigé par Amílcar Cabral jusqu'à son assassinat en 1973. La Guinée-Bissau avait vu son indépendance reconnue quelques mois auparavant, le 10 septembre 1974.

Les premiers Capverdiens et Capverdiennes sont arrivés au Luxembourg dans le cadre d'une migration de travail en provenance du Portugal, un pays d'Europe du Sud. Cette migration de main-d'œuvre comportait en effet un élément colonial non européen, tout en étant européenne par la nationalité portugaise. Cette population afro-portugaise, originaire presque exclusivement des îles du Cap-Vert, n'a trouvé sa place dans le discours politique et la vie publique du Luxembourg que progressivement. Ce phénomène illustre bien les processus de production de la visibilité/invisibilité sociale des immigrants, influencés par l'héritage colonial et les relations postcoloniales. Un groupe minoritaire ou un individu peut être parfaitement visible physiquement, mais être « transparent », c'est-à-dire se voir refuser la reconnaissance par la majorité et être ainsi relégué à un état de non-existence sociale.

Les recherches universitaires indépendantes sur la présence capverdienne au Luxembourg n'ont commencé qu'il y a une dizaine d'années, avec des études ethnolinguistiques sur la migration individuelle[1] et plusieurs mémoires de master[2], des études ethnolinguistiques sur les trajectoires migratoires individuelles[3] et des recherches comparatives sur les cultures funéraires capverdienne et portugaise[4]. Certains auteurs ont abordé la question de la visibilité/invisibilité en discutant de l'utilisation de la langue capverdienne, des vêtements et de la musique, mais les recherches spécifiques dans ce domaine en sont encore à leurs débuts. Les recherches historiques sur la politique d'immigration du Luxembourg et les discours publics concernant ce groupe particulier font également défaut. Voilà une autre raison pour consacrer un numéro à cette thématique.

La revue est structurée autour de plusieurs sections, conçues pour offrir des regards, des voix et des échelles d'observation variés. La première section, écrite par Denis Scuto est consacrée aux débuts de l'histoire de la migration capverdienne dans les années 1970 et aux débats qui l'ont entourée. Elle sert de point d'ancrage. Les sections suivantes déplacent ensuite le regard vers la recherche scientifique. L'anthropologue culturelle Elisabeth Boesen présente ses champs de recherche et plus particulièrement son étude sur la culture funéraire des Capverdiens et des Portugais au Luxembourg. Le sociolinguiste Bernardino Tavares et la spécialiste en recherche et développement Aleida Vieira présentent leur projet de recherche DisPOSEG (uni.lu/FNR, 2021-2024), qui a analysé les interactions sociales, linguistiques et professionnelles des migrants lusophones – originaires d'Europe, d'Afrique et du Brésil – ainsi que de leurs descendants dans la société multilingue luxembourgeoise.

Le point de vue change ensuite. La sociologue Heidi Martins a, à son tour, mené deux entretiens qui donnent la parole à la Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg (FACVL) et au musée Fenix, récemment inauguré à Rotterdam et situé sur le site d'arrivée des premiers migrants capverdiens aux Pays-Bas. Dans l'article proposé par Antoinette Reuter et Roxane Kostigoff, les autrices mettent en lumière un ouvrage issu de la bibliothèque du Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH), qui aborde les questionnements autour de la migration capverdienne dans la société luxembourgeoise à l'époque de sa parution en 1991.

Enfin, les deux dernières sections s'inscrivent dans une dynamique différente. Dans la rubrique « Traces migratoires de Dudelange », Antoinette Reuter présente le projet de la « Banque de données du Bassin Minier » (BAMI) qui recense les migrations de dizaines de milliers de personnes vers ou depuis la ville de Dudelange. La dernière section présente quant à elle les actualités de la chaire « Histoire & Migrations » et du CDMH, initiateurs de la revue.

En réunissant ces informations, cette édition vise à approfondir et à élargir la compréhension de la migration capverdienne et de la présence capverdienne au Luxembourg, mais aussi à problématiser et à mettre en discussion certaines représentations dominantes. La revue poursuivra cette mission, en explorant d'autres aspects des dynamiques migratoires, dans ses prochaines éditions.

Sarah Maya Vercruysse, Heidi Martins et Denis Scuto
Coordinateurs et coordinatrices de ce numéro

[1] Alieva, A. & Valentova, M., *Intégration structurelle et sociale des ressortissants de pays tiers et d'autres immigrants au Luxembourg. L'accès à une éducation de qualité*, Esch/Alzette: Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), 2015; CEFIS, *"Diaspora capverdienne" au Luxembourg. Panorama socio-économique, rôles dans les mouvements migratoires et solidarité avec les pays d'origine*, RED (Recherche-Etude-Documentation) No. 21, Luxembourg, 2017.

[2] p.ex. Lang, E., "Transnationale Vernetzung und lokale Integration. KapverdianerInnen in Luxemburg", thèse de maîtrise, Université de Vienne, 2011; Correia Da Veiga, M., "Die Entwicklung der kapverdischen Einwanderung in Luxemburg (1965-1993)", thèse de maîtrise, Université du Luxembourg, 2017.

[3] Tavares, B., "Cape Verdean Migration Trajectories into Luxembourg: A Multisited Sociolinguistic Investigation", Thèse de doctorat, Université du Luxembourg, 2018; Tavares, B. & Vieira, A., "Lived experiences of coloniality in third space: from colonial to contemporary lusophone migration into Luxembourg", *Language, Culture and Society* 5:1(2023), p. 121-155.

[4] p.ex. Boesen, E., "Flowers and stones. Portugiesische und kapverdische Begräbniskulturen in Luxemburg", dans: Kmec, S., Philippart, R. & Reuter, A., *Ewige Ruhe?/Concession à perpétuité? Grabkulturen in Luxemburg und den Nachbarregionen/Cultures funéraires au Luxembourg et dans les régions voisines*, Luxembourg, capybara books, 2019, p. 95-102; Boesen, E., "Negotiating the aesthetics of mourning in Luxembourg: on pre-modern forms in post-modern spaces", dans: House, D., Westendorp, M. & Maddrell, A. (eds), *New Perspectives on Urban Deathscapes. Continuity, Change, and Contestation*, Cheltenham: Edward Elgar, 2023, p. 83-106; Boesen, E. et al. (eds), *Changing lusospheres – Europe, Brazil, Africa. On old and new connections between centers and peripheries*, Esch-sur-Alzette/Luxembourg, 2025.

Le point sur

Le point sur

L'immigration capverdienne et le passé colonial du Luxembourg: retour sur les années 1970

(Par Denis Scuto)



Œuvre de l'artiste capverdienne Jennifer Lopes Santos, réalisée dans le cadre du projet "À fleur de peau" du CDMH, en partenariat avec le Département de l'Intégration et l'association Finkapé (2021).
© Jennifer Lopes Santos

Le 9 janvier 2022, le ministre luxembourgeois de la Défense François Bausch accordait une interview au quotidien *Luxemburger Wort* dans laquelle il évoquait la situation au Mali et sur la présence de soldats luxembourgeois dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, il affirma : « Le fait de ne pas avoir de passé colonial joue sûrement en notre faveur. »^[1] Cette phrase a été mise en avant dans l'exposition qui s'est ouverte trois mois plus tard au Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art. Le titre de l'exposition, « Le passé colonial du Luxembourg », montrait d'emblée que le ministre s'adonnait ici à un exercice de détournement de l'histoire.

Le texte de présentation de l'exposition enfonce le clou : « Si le Luxembourg n'a jamais exercé d'autorité sur un territoire d'outre-mer ou sur ses populations, nombre d'hommes et de femmes du Grand-Duché ont émigré aux XIXe et XXe siècles pour s'établir et travailler

dans les colonies d'autres pays européens. Ces Luxembourgeois et Luxembourgeoises y ont occupé toutes sortes de fonctions : soldats, scientifiques, hommes d'affaires, missionnaires hommes et femmes et même fonctionnaires coloniaux. En effet, une propagande active visant à recruter sur le sol luxembourgeois des coloniaux pour le Congo belge s'était largement déployée. Le système colonial, qui reposait sur le principe de l'inégalité entre Européens et colonisés, s'appuyait alors sur des théories prétendument scientifiques qui affirmaient une supériorité de certaines 'races' sur d'autres, donnant une justification à la domination et à l'exploitation des populations colonisées par les Européens. Cette idéologie servait de légitimation pour occuper des territoires situés sur d'autres continents et exercer un contrôle sur les autochtones. Le colonialisme était également présent dans la société luxembourgeoise du milieu du XIXe siècle jusqu'aux années 1960, influençant aussi bien la politique, l'économie que la culture du pays. Cette vision du monde colonialiste, longtemps dominante, est aujourd'hui révolue mais elle a laissé des marques bien profondes dans la société. Certains échos retentissent encore douloureusement de nos jours. Les activistes antiracistes rappellent depuis longtemps que les discriminations raciales contemporaines, au Luxembourg comme partout ailleurs dans le monde, reposent sur des stéréotypes inventés à l'époque coloniale. »

Dans sa thèse de doctorat, dont la soutenance a eu lieu le 13 mars 2026 à l'Université du Luxembourg, Kevin Goergen (*Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History*, C²DH) montre, à partir de nombreux fonds d'archives européens et africains restés jusqu'ici inexplorés, à quel point le Luxembourg disposait d'un milieu colonial qui facilitait l'émigration de ses citoyens vers les colonies, tout en rapprochant ces dernières du public luxembourgeois à travers des cours, des conférences et des expositions. Il souligne également le rôle que ces citoyens luxembourgeois ont joué au service de l'État colonial, des missions coloniales et des entreprises dans les colonies, tout en bénéficiant de l'aide de l'État luxembourgeois. Il montre enfin comment le gouvernement luxembourgeois a évité toute question coloniale en se retranchant derrière le gouvernement belge, se dérochant ainsi à ses responsabilités en matière de sécurité sociale, en ce qui concerne les métis dont le père est luxembourgeois, ainsi que dans le cas de violences envers les Africains. La conclusion de Kevin Goergen est claire et nette : « Le projet colonial belge, et plus largement la dynamique coloniale paneuropéenne, ont permis au Luxembourg – son État, son Église, son industrie et sa bourgeoisie – de tirer profit du colonialisme tout en construisant et en entretenant un discours de distance et de détachement. Cette interaction a favorisé une forme de "complicité coloniale confortable" qui a perduré et continue d'influencer l'approche du Luxembourg à l'égard de l'Afrique. »[2]



**La présence capverdienne au Luxembourg souligne
l'importance des relations coloniales et postcoloniales dans
la formation récente des sociétés d'immigration
européennes.**



On retrouve la même attitude en étudiant le lien avec un autre aspect du passé colonial du Luxembourg, à savoir l'immigration de centaines de Capverdiens et de Capverdiennes à partir des années 1960. La migration de main-d'œuvre en provenance du Portugal, un pays européen, vers le Grand-Duché comprenait en effet une forte composante non

européenne, le Cap-Vert faisant partie de l'empire colonial portugais. Jusqu'à l'indépendance du Cap-Vert en 1975, les Capverdiens étaient des citoyens de seconde zone de cet empire colonial.

La présence capverdienne au Luxembourg souligne l'importance des relations coloniales et postcoloniales dans la formation récente des sociétés d'immigration européennes.

L'immigration comme phénomène structurel au Luxembourg dans les années 1970

Revenons d'abord brièvement sur l'histoire de l'immigration au Luxembourg dans la période d'après-guerre. Les Portugais (26 personnes d'après le recensement de la population en 1960, 1 147 en 1966 et 6 300 en 1971, dont 5 000 hommes et 1 300 femmes)^[3] prennent progressivement le relais des Italiens, dont l'immigration se tarit avec la croissance économique de l'Italie à partir de la fin des années 1950, particulièrement dans le triangle Milan-Turin-Gênes. Les hommes portugais travaillent principalement dans le secteur de la construction, tandis que les femmes exercent principalement comme servantes et femmes de ménage.

Sous l'impulsion de la Charte sociale européenne et des recommandations de la Commission européenne, le gouvernement luxembourgeois a créé en 1964 un Service d'accueil et d'assistance sociale aux travailleurs étrangers, devenu le Service de l'Immigration en 1972. Jusqu'à cette date, l'assistance sociale des migrants était surtout assurée par des œuvres catholiques telles que la Mission catholique italienne ou Caritas, par les services sociaux des communes et par des organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge ou la Ligue luxembourgeoise contre la tuberculose. Sur le plan politique, les migrants étaient encadrés par les sections d'organisations politiques étrangères présentes au Luxembourg (PCI, INCA, ACLI) ainsi que par les syndicats ouvriers à partir des années 1960, et surtout par le Parti communiste luxembourgeois, attentif à la cause des migrants.

Pour la première fois de son histoire, le gouvernement luxembourgeois décide alors de mener une politique de recrutement active dans le domaine de l'immigration. En mai 1970, le Luxembourg signe deux accords bilatéraux avec le Portugal et la Yougoslavie, « règlementant l'emploi au Luxembourg des travailleurs » de ces deux pays. Dans son avis sur l'accord avec le Portugal, le Conseil d'État présente désormais l'immigration comme un phénomène structurel : « Depuis des années déjà, les disponibilités en main-d'œuvre autochtone du Grand-Duché sont totalement insuffisantes pour couvrir les besoins du pays. Les quelques douzaines de travailleurs en provenance du secteur agricole pouvant devenir disponibles encore dans les années à venir ne changent rien à l'aspect général du problème de la pénurie de main-d'œuvre. Sans l'apport d'un grand nombre de travailleurs étrangers, les entreprises artisanales et industrielles se trouveraient dans une situation très critique. Fin 1970, le nombre des travailleurs étrangers (hommes et femmes) était de 33 100 contre 30 100 en 1969 et 28 600 en 1968, voire 27 900 en 1967. Ces chiffres comprennent les frontaliers (7 400), les saisonniers et les travailleurs étrangers sédentaires au Grand-Duché. En général, on constate une réduction progressive des saisonniers en faveur des étrangers résidant en permanence au Grand-Duché. Cette évolution pose évidemment le problème du logement d'autant plus que pas mal de travailleurs étrangers mariés désirent se fixer avec leur famille au pays. Dans ce cas, les femmes et les enfants adultes travailleront soit dans les ménages, soit dans les

établissements de lavage et de nettoyage, soit dans les ateliers et les fabriques. L'immigration des membres de la famille apporterait donc un supplément sensible de main-d'œuvre. En dehors du problème soulevé du logement, d'autres, tels que ceux de l'assimilation, de la moralité, de la sûreté publique et de la santé resteront posés. »[4]



Sans l'apport d'un grand nombre de travailleurs étrangers, les entreprises artisanales et industrielles se trouveraient dans une situation très critique. [Conseil d'État, 1971]



Les deux accords bilatéraux sont ratifiés par la Chambre des Députés en 1972[5] et la nouvelle loi sur l'entrée et le séjour des étrangers entre en vigueur le 28 mars 1972. Très restrictive, cette loi réglemente les conditions de l'immigration, en particulier pour les citoyens des États qui n'appartiennent pas à la Communauté européenne. L'immigration est alors soumise à un système complexe et rigide d'autorisations de séjour et de travail.

Une lettre ministérielle et un projet de loi racistes en 1972

Un débat de 1972 souligne l'émergence de la question de l'immigration dans l'espace public, ainsi que celle des relations coloniales et postcoloniales. Le 18 février 1972, le ministère de la Justice informait les Fédérations des Industriels et des Artisans qu'« en raison des difficultés d'assimilation et de rapatriement éventuel, les candidats-travailleurs africains et asiatiques ne pourront bénéficier actuellement d'une autorisation de séjour. »[6] Selon les statistiques de la population par pays de naissance au Grand-Duché en 1970, sur une population de 339 841 personnes, 280 250 étaient nées sur le territoire du Grand-Duché, 59 341 dans un autre pays européen, 614 aux États-Unis, 498 dans un pays africain et 169 dans un pays asiatique.[7]

La lettre du ministère de la Justice au patronat luxembourgeois doit être replacée dans le cadre des négociations bilatérales entre le Luxembourg et le Portugal concernant l'emploi et de la sécurité sociale. La Convention entre le Luxembourg et le Portugal sur la sécurité sociale, signée le 12 février 1965, ne s'appliquait territorialement, selon le point I de son Protocole spécial, qu'au « Portugal continental et les îles adjacentes (Açores et Madère). »[8] Les nombreux immigrants de nationalité portugaise originaires du Cap-Vert, colonie portugaise en Afrique, en étaient donc exclus. C'est la raison pour laquelle le gouvernement portugais a insisté sur la révision de ce point. Les représentants gouvernementaux et diplomatiques luxembourgeois ont déployé une intense activité diplomatique pour accéder à cette demande portugaise tout en limitant les conséquences, et donc l'arrivée croissante d'immigrants non-européens au Luxembourg.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi de juin 1972 concernant l'Avenant à la Convention entre le Luxembourg et le Portugal de 1965, il est ainsi précisé : « Le Gouvernement luxembourgeois, tout en accédant à l'argumentation du Gouvernement portugais suivant laquelle il n'est pas justifié d'éliminer du champ d'application de la convention une partie déterminée des travailleurs de nationalité portugaise, a tenu à souligner néanmoins les difficultés d'adaptation des travailleurs en cause à la vie sociale, économique et culturelle de la collectivité luxembourgeoise. Sur ses insistances la délégation portugaise s'est

“ ————— ”

La Convention entre le Luxembourg et le Portugal [...] ne s'appliquait territorialement [...] qu'au « Portugal continental et les îles adjacentes (Açores et Madère) ». Les nombreux immigrants de nationalité portugaise originaires du Cap-Vert [...] en étaient donc exclus.

” —————

déclarée d'accord pour intervenir auprès des autorités compétentes afin qu'aucune mesure tendant à stimuler l'émigration vers le Grand-Duché des travailleurs du Cap-Vert et de leurs familles ne soit prise. »[9] Dans son avis, le Conseil d'État souligne à son tour qu'il approuve cette mesure « compte tenu de l'accord consigné officiellement dans le procès-verbal de négociations entre les délégations des deux Parties contractantes en matière d'émigration vers le Grand-Duché des travailleurs portugais du Cap-Vert et de leurs familles ».[10]

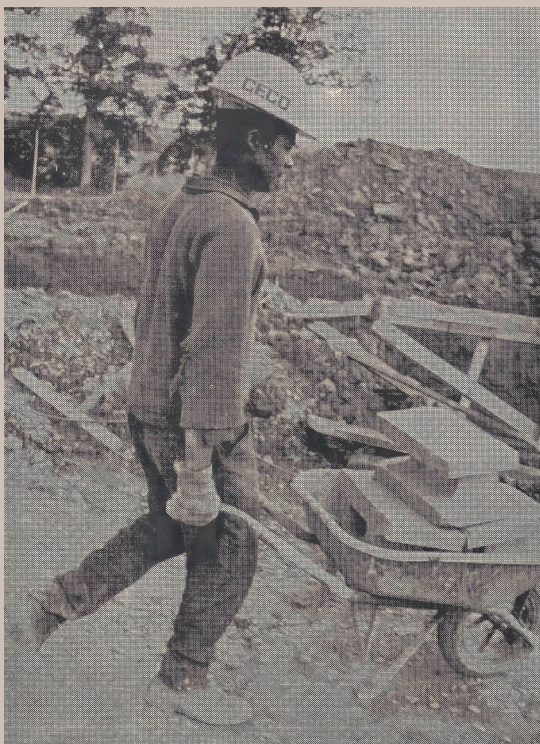
Cette mesure témoigne clairement de la volonté explicite de limiter l'immigration à une population européenne blanche. Elle s'inscrit également dans le droit fil de la stratégie poursuivie par l'État luxembourgeois dans le cadre de sa participation au projet colonial belge : s'installer dans une « complicité coloniale confortable » en laissant le partenaire assumer le poids des responsabilités.

Lors des débats à la Chambre des députés, le 13 février 1973, le rapporteur du projet de loi du parti chrétien-social et président du syndicat LCGB Jean Spautz insista, lui aussi, sur ce point : « Je tiens également à souligner que la délégation portugaise avait accepté, et cet accord avait été consigné dans le procès-verbal des négociations, d'intervenir auprès des autorités compétentes afin qu'aucune mesure encourageant l'immigration de travailleurs portugais originaires du Cap-Vert et de leurs familles au Luxembourg ne soit prise. Vous vous souviendrez que cela avait provoqué un véritable tollé dans le pays à l'époque. » [11] Le projet de loi a été voté à l'unanimité, c'est-à-dire avec les voix de la majorité (chrétiens-sociaux et libéraux) et de l'opposition (socialistes et communistes).

« Weißes Land Luxemburg » : un débat révélateur de stéréotypes coloniaux

Jean Spautz faisait allusion à une polémique survenue dans une partie de la presse luxembourgeoise durant l'été 1972.

Le 16 juin 1972, l'hebdomadaire libéral indépendant *d'Lëtzebuurger Land* avait réagi à la lettre du ministère de la Justice au patronat en publiant dans sa rubrique à la Une, « L'image actuelle », la photo d'un ouvrier du bâtiment capverdien de l'entreprise de construction la plus grande du pays, Ceco, et en dénonçant le « racisme administratif » (« *behördlicher Rassismus* ») et « l'atmosphère xénophobe développée par des politiciens chauvinistes de droite ». Le ministre de la Justice de l'époque était le libéral Eugène Schaus (Parti démocratique).[12] L'organisation des jeunes du parti démocratique, la Jeunesse démocratique, a également reproché au ministre et à son ministère une attitude jugée raciste et xénophobe.



À la une du Letzeburger Land du 16 juin 1972.
© 2026 EDITIONS D'LETZEBURGER LAND S.à r.l.

Ces critiques suscitent d'une part des réactions de lecteurs de l'hebdomadaire en faveur des autorités et contre la position de ce dernier, publiées le 14 juillet 1972, regorgeant de stéréotypes coloniaux. Un premier lecteur estime que les autorités luxembourgeoises ont raison d'empêcher la constitution d'un « *Farbigenproblem* » (« problème de couleur de peau »), car ces « hommes de couleur » issus « d'un milieu primitif » seraient incapables de s'intégrer dans une « civilisation industrielle ».[13] Un deuxième lecteur qualifie également de sage la recommandation des autorités, une décision visant non seulement à éviter « la criminalité des minorités raciales qui se sentent repoussées par tout le monde », mais aussi à empêcher le racisme : « Nous aurons le racisme ici seulement si nous prétendons de ne pas être racistes comme vous et accueillir un gros nombre de ces gens-là à volonté. Ne croyez-vous

pas que nous avons assez à faire à tâcher d'assimiler nos "*Gastarbeiter*" d'Italie, de Portugal, de Yougoslavie et de Grèce ?[14] Cela représente déjà un effort de longue haleine. »[15] On retrouve ici l'argumentation qui renverse la charge : les étrangers seraient responsables de la xénophobie.

Les 4 et 5 août, dans le journal de l'évêché, le Luxemburger Wort, le député chrétien-social Jean Wolter prend la défense de Schaus et invoque les difficultés pratiques liées au rapatriement pour légitimer la lettre du ministère au patronat, ainsi que les « *Assimilationsschwierigkeiten* » (difficultés d'assimilation), tout en renversant lui aussi la charge à l'encontre des jeunes démocrates : « Car tout comme il existe un racisme condamnable, il existe sans aucun doute un antiracisme bien intentionné, mais mal compris, qui finit par créer des problèmes raciaux là où il n'y en avait pas auparavant. »[16]

On retrouve ici l'argumentation qui renverse la charge : les étrangers seraient responsables de la xénophobie.

Le 21 juillet, dans le *Lëtzebuenger Land*, le jeune juriste et futur conseiller communal socialiste de Luxembourg-Ville, Michel Delvaux[17], avait de son côté souligné, à propos de la lettre du ministère, que « quel qu'en soit l'auteur, même s'il ne s'agissait que d'endiguer l'entrée irrégulière de travailleurs, toute discrimination fondée sur la race commise par les pouvoirs publics est d'une extrême gravité ».[18]

Le fait que la main d'œuvre en provenance d'un pays européen, en l'occurrence le Portugal, comportait un élément colonial non européen a donc amené le gouvernement luxembourgeois à mettre en place des procédures sélectives, ce qui représentait un rejet raciste plus ou moins explicite. Récemment, Serge Kollwelter, l'un des fondateurs, en 1972, d'une ONG d'aide aux immigrés au Luxembourg, *l'União*, se demandait si l'abstention systématique du Luxembourg, au début des années 1970, lors des votes de résolutions condamnant la politique coloniale du Portugal à l'ONU, n'était pas une contrepartie de l'engagement de ce dernier à dissuader les Capverdiens de venir au Grand-Duché.[19] Faute d'accès aux archives des ministères de la Justice et des Affaires étrangères luxembourgeois de cette période, cette question reste ouverte.

“

**Le fait que la main d'œuvre en provenance d'un pays
européen, en l'occurrence le Portugal, comportait un élément
colonial non européen a donc amené le gouvernement
luxembourgeois à mettre en place des procédures sélectives
[...].**

”

Deux semaines après l'adoption à l'unanimité de l'Avenant à la Convention entre le Luxembourg et le Portugal, le 2 mars 1973, l'aumônier jésuite de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), et fondateur en 1969 de l'Action formation de cadres, (prédécesseur de l'Action Solidarité Tiers Monde), René Vesqué,[20] avait dénoncé le fait que, par le vote de cette « loi raciste », les députés et le Conseil d'État reconnaissaient en même temps la domination coloniale du Cap-Vert par le Portugal. Le titre de sa tribune libre dans le *Luxemburger Wort* était : « Weißes Land Luxemburg ».[21] Il commente ainsi de façon ironique ce vote à l'unanimité : « Tout commentaire est superflu. Le citoyen lambda n'a rien remarqué. Il avait d'ailleurs approuvé la position du gouvernement, car lui aussi tient à ce que notre pays reste propre. Le chrétien lambda n'a rien remarqué non plus. Tout cela ne le concerne pas. Nulle part dans les Écritures est-il écrit : ' Je suis noir et vous ne m'avez pas recueilli. ' P.-S. : Nous n'avons trouvé de commentaire sur cette loi raciste dans aucun quotidien ; la nouvelle a été noyée dans la couverture médiatique générale de la session parlementaire. »[22]

Rappelons qu'à la même époque, dans le cadre d'une autre relation coloniale, une liaison aérienne reliait le Luxembourg à l'Afrique du Sud, qui a instauré son régime d'apartheid en 1948, et qu'une grande partie des établissements de la place financière naissante du Grand-Duché entretenaient des relations économiques avec ce pays. Or, détail peu connu ou oublié, durant les premières années, l'une des routes de cette liaison aérienne passait par le Cap-Vert.[23]

Population étrangère par nationalités au Luxembourg (1970-2025)

Nationalité	1970	1981	1991	2001	2011	2021	2025
Pop. totale	339.841	364.602	384.634	439.539	512.353	643.941	681.973
Pop. lux.	277.337	268.813	269.269	277.254	291.831	339.890	361.247
Pop. étr.	62.504	95.789	114.152	162.285	220.522	304.051	320.726
Part des étrangers	18.4 %	26.3 %	29.4 %	36.9 %	43.0 %	47.2 %	47.0 %
Portugal	5.743	29.309	39.303	58.657	82.363	93.659	89.671
France	8.473	11.940	13.203	19.979	31.456	49.701	49.185
Italie	23.490	22.257	19.077	18.996	18.059	23.881	25.374
Belgique	6.455	7.854	10.255	14.800	16.926	19.692	18.582
Allemagne	7.800	8.851	8.874	10.052	12.049	12.906	12.288
Espagne	2.155	2.073	2.505	2.799	3.657	7.651	9.917
Yougoslavie et Ex-Yougoslavie	476	1.501	2.241	11.065	11.364	9.938	9.983
			Monténégro	7.429*	3.814	2.944	2.808
			Bosnie/Herz.	2.487	2.261	1.508	1.480
			Serbie		2.161	1.772	1.861
			Croatie	426	362	1.358	1.465
			Kosovo		1.324	1.171	1.201
Royaume-Uni	394	2.027	3.190	4.331	5.471	4.289	3.601
Pologne	498	344	364	666	2.709	4.941	5.150
Grèce	95	236	801	1.147	1.541	3.811	4.596
Cap-Vert	-	301	1.101	1.660	2.472	2.562	2.894
Etats-Unis	717	694	1.215	1.127	1.295	2.196	2.182
Brésil	-	64	147	307	1.203	2.859	3.504
Maroc	-	74	120	252	524	1.612	2.248
Chine	-	35	290	1.070	1.610	4.130	4.755
Inde	-	65	132	199	569	3.641	5.474

Source: STATEC sur base des Recensements de la Population (1970-2021) et du Registre National des Personnes Physiques (2025); * De 1992 à 2003, la République fédérale de Yougoslavie inclut la Serbie, le Monténégro et le Kosovo.

Les limites d'une politique migratoire sélective

Le succès de cette politique migratoire sélective fut néanmoins relatif. Les statistiques de la population par nationalité font défaut dans le recensement général de 1970 concernant les ressortissants nationaux d'Afrique et d'Asie. Nous ne disposons donc que des chiffres pour 1960 et 1981. En 1960, quatre citoyens d'un pays africain résidaient au Grand-Duché, ils étaient 624 en 1981.[24] En 1960, 31 personnes ayant la nationalité d'un pays asiatique résidaient au Luxembourg, contre 579 en 1981. En 1981, la majeure partie des 624 ressortissants d'un pays africain sont de nationalité capverdienne (nationalité existante depuis l'indépendance du Cap-Vert en 1975): 301 Capverdiens, contre 74 Marocains.[25]

Comme beaucoup d'immigrants capverdiens avaient la nationalité portugaise, il faut se reporter à une autre statistique pour mesurer l'évolution réelle de cette immigration capverdienne au Luxembourg: la population du Luxembourg par pays de naissance.[26] On y voit que le nombre de personnes dont le pays de naissance se situe en Afrique passe de 366 en 1960 à 498 en 1970, puis à 1 603 en 1981. En 1960, la grande majorité des 366 résidents originaires d'Afrique au Luxembourg sont probablement des Luxembourgeois

nés dans des colonies de pays européens, comme le Congo belge ou l'Algérie française. Mais l'augmentation de 1100 personnes entre 1970 et 1981, et donc pendant les années 1970, s'explique surtout par l'immigration de personnes nées au Cap-Vert, qu'elles soient de nationalité portugaise ou capverdienne.

Malgré la mise en place d'une politique d'immigration sélective, de nombreux Capverdiens ont donc continué à migrer vers le Luxembourg. S'ils étaient de nationalité portugaise, ils ont pu bénéficier des mesures de regroupement familial prévues par l'accord entre le Luxembourg et le Portugal de 1972. D'autres ont migré en dehors du cadre légal, soit par voie terrestre en provenance du Portugal en passant par l'Espagne et la France, soit par voie maritime en provenance du Cap-Vert en passant par le port de Rotterdam. Cette immigration continue n'est pas surprenante, car le secteur du bâtiment, dans lequel sont recrutés les Capverdiens, ne connaît pas de crise ou de recul de la main d'œuvre au Luxembourg dans les années 1970, contrairement à la sidérurgie. Alors que le nombre d'ouvriers occupés dans les usines et les mines du Grand-Duché a chuté de 15 530 en 1970 à 8 027 en 1981,^[27] le nombre d'ouvriers occupés dans le secteur du bâtiment a augmenté de 9 335 en 1970 à 11 854 en 1981.^[28] Le patronat du bâtiment a continué à recruter des Capverdiens.

Dans son article de 2024, Serge Kollwelter revient sur le contournement de cette politique d'immigration par ces réalités du marché du travail luxembourgeois : « La réalité était cependant toute autre. On peut la résumer en disant que la régularisation des migrants venant en dehors du cadre prévu – plus tard on les appellera des sans-papiers – était quasiment immédiate. Les migrants partageaient avec des passeurs pour traverser la frontière espagnole, et faisaient appel à d'autres passeurs pour franchir à pied les Pyrénées en empruntant ce qu'ils appelaient le "chemin des lapins !". Ce passage était loin d'être une partie de plaisir. Amadeu Q. racontait par exemple que son groupe avait été pris comme cible par la Guardia Civil et qu'un des leurs avait été abattu. La prochaine étape était la région parisienne, longtemps la troisième plus grande agglomération de Portugais, puis pour certains l'Est de la France, et pour d'autres enfin le Luxembourg. Sortant de la gare centrale, l'immigré traversait la rue pour tomber sur les bureaux de la firme de construction CDC et le tour était joué. Cette façon de contourner le dispositif prévu convenait aussi au gouvernement portugais, dont la position face à l'émigration était ambiguë : d'une part, c'était une soupape pour se défaire d'une main d'œuvre sans ressources, d'autre part, on y décèle l'arrogance d'un empire qui ne pouvait avouer qu'il n'arrivait pas à nourrir sa population mais accueillait les devises envoyées par ses émigrés. »

L'immigration capverdienne au Luxembourg a continué. Le nombre de ressortissants capverdiens au Luxembourg est ainsi passé de 301 en 1981 à 1 101 en 1991, puis à 1 660 en 2001. Une étude du CEFIS de 2017, se référant aux données démographiques de 2011, a révélé, en y ajoutant l'arrière-plan migratoire de la population capverdienne au Luxembourg, qu'entre 8 000 et 9 000 habitants du Luxembourg, soit 1,6 % de la population totale du pays, sont capverdiens : « Si, à la date du recensement de la population en 2011, on dénombre 2 472 personnes de nationalité cap-verdienne au Luxembourg, la communauté d'origine cap-verdienne (avec un arrière-plan migratoire) est trois fois plus nombreuse avec 8 358 personnes. Dans ce groupe on peut identifier trois grands sous-groupes de taille identique : les Luxembourgeois d'origine cap-verdienne (2 374 personnes), les Cap-Verdiens (2 068 personnes) et les étrangers (en majorité des

Portugais) qui ont leurs deux parents nés au Cap-Vert (2 304 personnes). »[29] De 2011 à 2025, le nombre de résidents de nationalité capverdienne a encore augmenté, passant de 2 472 à 2 894 personnes[30], tandis que 1 684 Capverdiens ont acquis la nationalité luxembourgeoise sur la même période.[31]



Une étude du CEFIS de 2017 [...] a révélé, en y ajoutant l'arrière-plan migratoire de la population capverdienne au Luxembourg, qu'entre 8 000 et 9 000 habitants du Luxembourg, soit 1,6 % de la population totale du pays, sont capverdiens.



Il est sans doute à la fois révélateur et surprenant de constater qu'après les débats de 1972-1973, cette population afro-portugaise du Luxembourg a longtemps disparu du discours politique et de la vie publique au Luxembourg, ce qui illustre bien le processus de visibilité/invisibilité sociale. Juste un exemple : jusqu'en 2011, les Capverdiens étaient absents des statistiques publiques. Ils n'apparaissaient pas dans les annuaires statistiques de 1980 à 2000.[32]

L'un des objectifs de ce premier numéro de la revue *Liens Migrations* est de les faire redécouvrir.

Je remercie MM. Sylvain Besch (Chercheur CEFIS) et François Peltier (Responsable unité Population et Logement STATEC) pour l'aide apportée aux recherches.

[1] « Gewiss kommt uns zugute, dass wir keine Kolonialvergangenheit haben. » Cité chez : Schlamme, M., « Mali ist nicht Afghanistan. » Interview mit Armeeminister François Bausch, *Luxemburger Wort*, 9.1.2022, (<https://www.wort.lu/politik/mali-ist-nicht-afghanistan/1137872.html>) (consulté le 28.1.2026).

[2] « The Belgian colonial project, and the pan-European colonial dynamics more broadly, allowed Luxembourg – its state, church, industry, and bourgeoisie – to profit from colonialism while simultaneously constructing and sustaining a narrative of distance and detachment. This interplay fostered a form of 'comfortable colonial complicity' that endured and continues to influence Luxembourg's approach to Africa. » Cité chez Goergen, K., "Luxembourg's Colonial History: Negotiating Engagement in Africa", Thèse soutenue le 13 mars 2026 à Esch-sur-Alzette en vue de l'obtention du grade académique de Docteur de l'Université du Luxembourg en histoire, Université du Luxembourg, 2026, p. 529.

- [3] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, Luxembourg, 1989, p. 33ff.; Rapport de la Commission des Affaires étrangères sur le projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Luxembourg et le Portugal sur la sécurité sociale de 1965, le 13 février 1973 à la Chambre des députés, Compte rendu de la Chambre des députés (CRCD), 1972-1973, p. 1840.
- [4] Avis du Conseil d'État du 21 juillet 1971 sur le projet de loi portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise relatif à l'emploi des travailleurs portugais au Luxembourg, signé à Lisbonne, le 20 mai 1971, CRCD, 1971-1972, p. 955.
- [5] "Loi du 11 avril 1972 portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise relatif à l'emploi des travailleurs portugais au Luxembourg" et "Loi du 11 avril 1972 portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République socialiste fédérale de Yougoslavie réglementant l'emploi au Luxembourg des travailleurs yougoslaves".
- [6] Cité chez: Delvaux, M., "Le racisme, un problème au Luxembourg?", *d'Lëtzebuurger Land*, no. 30, 21.7.1972, p. 3.
- [7] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, p. 35 (Tableau B. 105: Population totale par pays de naissance 1880-1981).
- [8] Loi du 17 juin 1966 portant approbation de la Convention entre le Luxembourg et le Portugal sur la sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 12 février 1965 (avec la Convention et le Protocole spécial en annexe), Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, A, no. 31/1966, p. 549.
- [9] Exposé des motifs du Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Luxembourg et le Portugal sur la sécurité sociale signée le 12 février 1965, fait à Luxembourg, le 5 juin 1972, déposé en janvier 1973 à la Chambre des Députés, CRCD, 1972-1973, p. 1711.
- [10] Avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Luxembourg et le Portugal sur la sécurité sociale signée le 12 février 1965, CRCD, 1972-1973, p. 1713.
- [11] « Ech wollt ower och nach drop hiweisen, datt d'portugiesesch Délégiati'o'n dermat averstane war – an den Accord ass am Procès-verbal vun de Négociati'o'ne festgehal gi – fir bei dénen zo'stännegen Instanzen ze intervenéieren, fir datt keng Mesüeren ergraff géngen, fir d'Awanderung vu portugieseschen Arbechter vum Cap-Vert an hire Familje no Letzebuerg ze stimuléieren. Dir erënnert iech, dat hat seiner Zeit am Land ganz vill Stëbs opgewierbelt. » (CRCD, 1972-1973, p. 1840-1841).
- [12] Eugène Schaus (1901-1978) a été plusieurs fois ministre dans l'après-guerre. Il a notamment été ministre des Affaires étrangères de 1959 à 1964, juste avant et après l'indépendance du Congo belge. Pour en savoir plus sur son rôle et son attitude pendant ces années, voir : Moes, R., *Cette colonie qui nous appartient un peu. La communauté luxembourgeoise au Congo belge 1883-1960*, Luxembourg, Éditions d'Lëtzebuurger Land, 2012.
- [13] Commentaire d'un lecteur signant avec l'initiale H., paru dans *d'Lëtzebuurger Land*, n° 29, 14.7.1972, p. 6.
- [14] Il est toujours intéressant de constater à quel point ces courriers de lecteurs se nourrissent au Luxembourg d'arguments empruntés aux débats qui font rage dans les pays voisins, notamment en Allemagne. Ainsi, contrairement à l'Allemagne, le Luxembourg ne compte pratiquement pas d'immigrés grecs. En 1970, le recensement de la population dénombrait 95 personnes de nationalité grecque. Le nombre d'immigrants yougoslaves recensés est, lui aussi, à l'époque, de seulement 476 personnes.
- [15] Commentaire d'un deuxième lecteur signant avec J. Nickels. Ces deux commentaires sont regroupés par la rédaction sous le titre « Die Angst vor einem Rassenproblem », *d'Lëtzebuurger Land*, n° 29, 14.7.1972, p. 6.
- [16] « Denn so wie es einen verdammenswerten Rassismus gibt, so gibt es sonder Zweifel auch einen zwar gutgemeinten, doch falsch verstandenen Antirassismus, der im Endeffekt Rassenprobleme dort heraufbeschwört, wo vorher keine bestanden haben. » Cité chez : Wolter, J., "Ist Herr Eug. Schaus ein Rassist?", *Luxemburger Wort*, 4.8.1972, p. 3; voir aussi l'article de Wolter, J., "Rassenprobleme in Luxemburg?", *Luxemburger Wort*, 5.8.1972, p. 3.

- [17] Pour en savoir plus sur Michel Delvaux voir : Fayot, B., "Un hommage à Michel Delvaux (1948-1983). Un espoir de la gauche réformatrice", *D'Lëtzebuerger Land*, 24.3.2023, p. 10.
- [18] Michel Delvaux, cf. note 6.
- [19] Kollwelter, S., "Les gouvernements luxembourgeois et les Cap-Verdiens", dans : *forum* 438 (Relations luso-luxembourgeoises), Juillet 2024, p. 48-51.
- [20] Sur René Vesqué voir : Pauly, M., "René Vesqué (1930-2010)", dans : *forum* 302, décembre 2010, p. 57-58.
- [21] Vesqué s.j., R., "Weißes Land Luxemburg, Freie Tribüne", *Luxemburger Wort*, 2.3.1973, p. 12.
- [22] « Kommentar überflüssig. Der gewöhnliche Bürger hat überhaupt nichts gemerkt. Er hatte ja auch sowieso die Haltung der Regierung bejaht, denn auch ihm ist es ja daran gelegen, daß unser Land sauber bleibt. Der gewöhnliche Christ hat auch nichts gemerkt. Ihn geht das Ganze ja auch nichts an. Nirgends in der Schrift steht geschrieben: « Ich bin ein Schwarzer, und ihr habt mich nicht angenommen. » P.S. In keiner Tageszeitung fanden wir einen Kommentar zu diesem rassistischen Gesetz ; die Nachricht ging in der allgemeinen Kammerberichterstattung unter. »
- [23] Hoffmann, E., & Thilman, D., "Luxembourg-Johannesburg direct (1954-1994). Histoire(s) d'une liaison aérienne pas comme les autres", dans : *Luxembourg - Afrique du Sud. Etude des relations entre le Luxembourg et l'Afrique du Sud réalisée dans le cadre de l'exposition "Nelson Mandela - From Prisoner to President"*, Luxembourg, 2015, p. 22-33.
- [24] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, p. 33 (Tableau B.104: Population totale par nationalité 1875-1981).
- [25] Statec, *La démographie luxembourgeoise en chiffres*. Édition 2025, Luxembourg, 2025, p. 13 (Tableau 3: La population étrangère par nationalité entre 1981 et 2025).
- [26] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, p. 35 (Tableau B.105: Population totale par pays de naissance 1880-1981).
- [27] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, p. 207 (Tableau E.301: Ouvriers occupés dans les minières suivant la nationalité) et 235 (Tableau E.408: Ouvriers occupés dans l'industrie sidérurgique et productivité technique par ouvrier).
- [28] Statec, *Statistiques historiques 1839-1989*, p. 38 (Tableau B.200 Population active par branche d'activité selon le statut professionnel et le sexe).
- [29] CEFIS, "Diaspora capverdienne" au Luxembourg. *Panorama socio-économique, rôles dans les mouvements migratoires et solidarité avec les pays d'origine*, RED (Recherche-Etude-Documentation) No. 21, Luxembourg, 2017, p. 19.
- [30] Statec, *La démographie luxembourgeoise en chiffres*, Édition 2025, p. 13.
- [31] Données provenant de : <https://mj.gouvernement.lu/fr/dossiers/2020/nationalite-luxembourgeoise.html#bloub-4> (consulté le 30 janvier 2026).
- [32] Les annuaires ne purent pas nier complètement la présence et les processus d'intégration de l'immigration capverdienne : à partir de 1991, les élèves capverdiens du Conservatoire de musique de Luxembourg-ville y étaient mentionnés.

Entretien avec un·e chercheur·se

Entretien avec un·e chercheur·se

Elisabeth Boesen, Institut d'Histoire, Université du Luxembourg

(Par Denis Scuto)



Interview avec Elisabeth Boesen
© Université du Luxembourg

Dans cette rubrique, Denis Scuto présente la chercheuse Elisabeth Boesen. Elle a étudié l'anthropologie culturelle et l'histoire à l'Université libre de Berlin et à l'Université de Bayreuth, où elle a obtenu son doctorat en anthropologie culturelle en 1998. Elle a poursuivi ses recherches ethnographiques sur les peuples nomades d'Afrique de l'Ouest à l'Université de Bayreuth, à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich et au Centre d'études orientales modernes de Berlin. En 2007, elle a rejoint l'Institut d'Histoire de l'Université du Luxembourg en tant que chercheuse senior. Ses domaines de recherche sont la mobilité et les changements sociaux, en particulier dans les communautés rurales, ainsi que les problèmes d'identité culturelle et d'expression identitaire, y compris les modes esthétiques d'autoreprésentation, en Europe occidentale (notamment dans la Grande Région SaarLorLux) et en Afrique de l'Ouest. Elle possède une vaste expérience dans la recherche qualitative (recherche ethnographique approfondie sur le terrain en Afrique de l'Ouest) et la recherche en histoire orale.

Ses publications portent notamment sur les questions liées à la migration et aux zones frontalières, sur les études de la mémoire, ainsi que sur l'esthétique et l'identité. Voir, entre autres :

- Boesen, E. & Schnür, G. (eds), *European Borderlands. Living with Barriers and Bridges* (Border Regions Series), Oxford, Routledge, 2017.
- Boesen, E., Marfaing, L. & de Bruijn, M., "Nomadism and mobility in the Sahara-Sahel: introduction", *Canadian Journal of African Studies*, 48/1, 2014, p.1-12 (Special Issue).
- Boesen, E., "Flowers and stones. Portugiesische und kapverdische Begräbniskulturen in Luxemburg", dans: Kmec, S., Philippart, R. & Reuter, A., *Ewige Ruhe?/Concession à perpétuité? Grabkulturen in Luxemburg und den Nachbarregionen/Cultures funéraires au Luxembourg et dans les régions voisines*, Luxembourg, capybara books, 2019, p. 95-102.
- Boesen, E., "Negotiating the aesthetics of mourning in Luxembourg: on pre-modern forms in post-modern spaces", dans: House, D., Westendorp, M. & Maddrell, A. (eds), *New Perspectives on Urban Deathscapes. Continuity, Change, and Contestation*, Cheltenham, Edward Elgar, 2023, p. 83-106.
- Boesen, E. et al. (eds), *Changing lusospheres – Europe, Brazil, Africa. On old and new connections between centers and peripheries*, Esch-sur-Alzette/Luxembourg, 2025.

L'interview porte plus particulièrement sur les domaines de recherche d'Elisabeth Boesen, sur ses travaux sur la culture funéraire des Portugais et des Capverdiens au Luxembourg et dans la Grande Région ainsi que sur l'importance des recherches sur la migration capverdienne et, plus largement, sur les lusosphères.

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur notre site web, sur la chaîne YouTube de l'Université du Luxembourg ou en scannant le code QR:



Portraits de recherche

Portraits de recherche

DisPOSEG – Démêler les rencontres postcoloniales dans la mondialisation: une étude sociolinguistique et ethnographique du positionnement des travailleurs migrants lusophones dans un tiers-lieu

(Par Bernardino Tavares et Aleida Vieira)

Le projet

La lusophonie désigne la communauté des pays, régions et peuples qui partagent la langue et l'héritage culturel portugais. Ce terme recouvre un large éventail de groupes et d'individus. Bien qu'ils partagent une langue commune, ils n'ont pas nécessairement les mêmes positions historiques. À l'heure de la mondialisation, les mouvements de capitaux, d'idées et de personnes ne suivent plus le chemin colonial familier du centre vers la périphérie et inversement. Tout cela implique plutôt des flux et des réseaux de pouvoir plus complexes.

DisPOSEG est un projet sociolinguistique et ethnographique financé par le Fonds National de la Recherche (FNR), mené entre 2021 et 2024 à l'Université du Luxembourg. Il a étudié les rencontres et les interactions sociales, linguistiques et professionnelles des migrants lusophones, c'est-à-dire des personnes originaires de pays lusophones d'Europe, d'Afrique et du Brésil, ainsi que de leurs descendants dans le pays multilingue qu'est le Luxembourg.



L'objectif de cette étude ethnographique était de fournir un compte rendu détaillé et approfondi des relations entre les migrants lusophones et le Luxembourg, ainsi que de la manière dont le colonialisme, la langue et les régimes migratoires les influencent. L'étude s'est particulièrement intéressée à leurs rencontres sur le lieu de travail et à leurs interactions sociales au Luxembourg, en gardant à l'esprit que les migrants lusophones et leurs descendants partagent souvent les mêmes lieux de travail. Le projet visait à mieux comprendre la mobilité et la migration en explorant les (ré)arrangements et les solidarités entre

ces migrants dans un tiers-lieu, le Luxembourg, au-delà de la dichotomie traditionnelle entre pays (anciennement) colonisateurs et pays colonisés. Le projet a également cherché à observer comment la langue peut être un outil important pour renverser et/ou perpétuer les hiérarchies coloniales, tout en tenant compte de la politique linguistique complexe du Luxembourg, considéré comme un pays multiculturel et multilingue par excellence. Enfin, il a étudié la place de la langue portugaise sur le « marché linguistique » du Luxembourg.

“

L'objectif de cette étude ethnographique était de fournir un compte rendu détaillé et approfondi des relations entre les migrants lusophones et le Luxembourg, ainsi que de la manière dont le colonialisme, la langue et les régimes migratoires les influencent.

”

L'approche multidimensionnelle du projet DisPOSEG a permis de constituer une base de données multimodale exhaustive sur les produits et pratiques discursifs. Elle comprenait des entretiens ouverts et semi-structurés, de l'observation participante, des notes de terrain, des enregistrements audio/vidéo sur le lieu de travail, ainsi que la collecte de données visuelles et matérielles pertinentes. Le projet a pris en compte les routes migratoires lusophones passant par le Portugal et/ou au-delà. L'enquête a été menée dans quatre contextes de travail sur le terrain où les populations lusophones et la langue portugaise sont très présentes. Il s'agissait dans tous les cas d'espaces entrepreneuriaux et alternatifs dans lesquels les migrants occupent à la fois des postes subalternes et des postes à responsabilité.



Le Président de la République du Cap-Vert José Maria Neves, la Première Dame, Debora Katisa Carvalho et S.A.R. le Grand-Duc Henri avec les chercheurs du projet DisPOSEG et du DHUM lors de la visite d'État en 2023.

© Maison du Grand-Duc / Sophie Margue

Documentaire : « INATTENDU »



L'un des résultats du projet DisPOSEG a été le documentaire « INATTENDU », qui s'est révélé être un moyen efficace de diffuser les résultats de la recherche auprès d'un public plus large, notamment les universitaires et le grand public. La production de ce documentaire nous a permis de comprendre l'impact continu des interactions coloniales sur la/(im)mobilité mondiale actuelle. La vie d'un migrant ne représente souvent qu'une petite partie de sa réalité, et pourtant, c'est la seule partie visible pour les observateurs extérieurs. Le premier déménagement peut en entraîner d'autres, de manière involontaire, suscitant des espoirs, mais aussi provoquant des événements inattendus pour les personnes qui déménagent comme pour le lieu où elles s'installent. Ce documentaire vise à mettre en lumière les autres aspects de leur vie,

moins visibles, en présentant les difficultés rencontrées par trois familles capverdiennes dans les domaines du travail, de l'éducation, de la langue et de l'identité, depuis leur point de départ jusqu'à leur arrivée au Luxembourg, en passant par le Portugal et d'autres pays. La plupart de ces familles ont émigré au Luxembourg pendant la période coloniale, lorsque le Cap-Vert était une colonie portugaise. En partageant leurs trajectoires migratoires et les défis qu'elles ont rencontrés, le documentaire montre que les parcours migratoires ne sont pas des processus clairs et nets; ils impliquent un réseau durable et complexe de pouvoirs et d'inégalités.

“

La vie d'un migrant ne représente souvent qu'une petite partie de sa réalité, et pourtant, c'est la seule partie visible pour les observateurs extérieurs.

”

Bernardino Tavares a travaillé comme chercheur scientifique et chercheur principal (CP) du projet DisPOSEG. Sociolinguiste, il se spécialise dans les recherches sur les perspectives postcoloniales et ethnographiques. Depuis 2014, il se consacre à l'étude des langues, les inégalités et les mobilités au sein et entre les pays du Sud et l'Europe. Originaire du Cap-Vert, il a émigré au Portugal, puis au Luxembourg où il a obtenu son master et son doctorat. Après son arrivée au Luxembourg en 2014, il a constaté que malgré l'abondance de recherches sur les migrants portugais et les différents aspects de leur présence au Luxembourg, aucune étude n'avait examiné de manière approfondie et exhaustive les relations entre ces individus/ groupes ayant des liens coloniaux. En tant que chercheur, cela l'a incité à poursuivre ses recherches en lançant le projet DisPOSEG.

Aleida Vieira a travaillé en tant que spécialiste en recherche et développement pour le projet DisPOSEG. Originaire du Cap-Vert, elle a grandi au Portugal, où elle s'est intéressée aux questions de migration et de justice sociale. Titulaire d'une formation en linguistique et d'un master en médiation des conflits obtenu au Luxembourg, elle est une communicatrice profondément engagée dans les questions d'inégalité sociale et linguistique, de justice sociale et de communication interpersonnelle et interculturelle. Le projet DisPOSEG lui a permis d'explorer le concept de lusophonie et de comprendre l'impact des processus migratoires, des politiques linguistiques, des régimes migratoires et des interactions entre les individus partageant une histoire coloniale – les Lusophones – dans leur pays d'accueil.



Bernardino Tavares et Aleida Vieira
© Emmanuelle Hingray; © Uni.lu

Coordonnées

Équipe de projet : dr. Bernardino Tavares; Aleida Vieira; Prof. dr. Ingrid De Saint-Georges
Site web: <https://disposeg.wordpress.com/>

Coup de projecteur sur

Coup de projecteur sur

Coup de projecteur sur : le monde associatif local

(Par Heidi Martins)

Au Luxembourg, plus de 200 associations actives dans le domaine des migrations sont aujourd'hui membres du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE).[1] Elles constituent des acteurs clés de l'intégration, en offrant des espaces de participation civique et sociale, en répondant aux besoins et aux aspirations des populations qu'elles représentent, et en créant ainsi des passerelles entre les sociétés d'origine et d'accueil. Une étude menée en 2022 par le *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research* (LISER) le souligne de la manière suivante : « La vie associative peut [donc] être le lieu où se développe un processus bilatéral d'intégration, permettant au nouvel arrivant de s'appuyer d'abord sur cette communauté et ensuite de s'ouvrir au reste de la société ».[2]

“

La vie associative peut [donc] être le lieu où se développe un processus bilatéral d'intégration, permettant au nouvel arrivant de s'appuyer d'abord sur cette communauté et ensuite de s'ouvrir au reste de la société. [LISER, 2022]

”

La sociologue Alexia Serré précise que ces associations constituent un ensemble fondamentalement hétérogène, caractérisé par des histoires migratoires spécifiques, ainsi que par les parcours de leurs fondateurs, membres et usagers, et qui évoluent dans le temps.[3] Elle distingue trois grands axes d'action : les activités culturelles et communautaires, l'accompagnement social et administratif, ainsi que les revendications politiques et la défense des droits. Toutefois, l'investissement des associations dans chacun de ces domaines d'activité peut varier en fonction de différents facteurs, tels que les périodes, les disponibilités et sensibilités de leurs membres, ou encore les réseaux dans lesquels elles s'inscrivent.[4]

Dans *La bourgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Catherine Wihtol de Wenden, politologue spécialiste des migrations, et Rémy Leveau, politologue spécialiste du monde arabe, analysent l'évolution des associations créées par des populations issues de l'immigration et montrent qu'elles traversent trois âges successifs en lien avec l'intégration sociale, économique et politique de leurs membres.[5] Le premier âge correspond à une logique communautaire et de survie, dans laquelle les associations, créées par la première génération d'immigrés, répondent alors aux difficultés matérielles et sociales liées à la migration en jouant un rôle d'entraide, de solidarité et de maintien des liens avec la culture et le pays d'origine. Le deuxième âge apparaît avec la deuxième génération, lorsque les associations prennent une dimension plus revendicative et politique, luttant contre les discriminations et revendiquant l'égalité des droits ainsi qu'une reconnaissance sociale et citoyenne. Enfin, le troisième âge correspond à une phase de stabilisation et d'intégration sociale, marquée par un capital scolaire, culturel et professionnel plus élevé chez les membres des associations.

L'engagement associatif devient alors un choix volontaire plutôt qu'une nécessité, et les associations se rapprochent des formes associatives classiques, notamment culturelles, éducatives ou caritatives.

Dans le cadre de ce numéro, un entretien a été réalisé en septembre 2025 avec José Henrique de Burgo Mendes, président de la Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg (FACVL). Cet échange a permis de mettre en lumière le parcours de la fédération, sa mission, ainsi que ses actions phares.

La Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg (FACVL) : au service de la communauté capverdienne, ici et là-bas



José Henrique de Burgo Mendes, président de la Fédération des Associations Capverdiennes du Luxembourg (FACVL); Logo de la FACVL

© CDMH; © FACVL

Création et origine

Créée en 1999 pour représenter la communauté capverdienne suite à la visite du président capverdien de l'époque, António Mascarenhas Monteiro, la FACVL regroupe aujourd'hui une trentaine d'associations actives dans des domaines variés : social, culturel, sportif ou religieux. José Henrique de Burgo Mendes, le président de la fédération, raconte comment, après son arrivée au Luxembourg en 2009, il s'est impliqué dans la vie associative et journalistique pour soutenir la communauté lusophone. Selon lui, chaque association conserve sa spécificité, mais toutes partagent un objectif commun : créer des liens, valoriser l'identité capverdienne et aider chacun à trouver sa place dans la société luxembourgeoise.

“

[...] chaque association conserve sa spécificité, mais toutes partagent un objectif commun : créer des liens, valoriser l'identité capverdienne et aider chacun à trouver sa place dans la société luxembourgeoise.

”

Une mission tournée vers l'entraide et la culture

La FACVL ne se limite pas à la convivialité et aux événements festifs. Elle accompagne les membres de la communauté dans leur vie quotidienne, que ce soit pour la recherche d'emploi, les démarches administratives, l'accès aux formations linguistiques, ou encore l'orientation vers les bonnes institutions. Elle agit également pour la préservation et la promotion de la culture capverdienne au Luxembourg, à travers des célébrations traditionnelles, des expositions et des projets artistiques. L'évolution de la fédération illustre bien cette double mission : soutenir les besoins pratiques de la communauté tout en préservant et en diffusant son patrimoine culturel.

Rayonnement local, national et international

Aujourd'hui, la FACVL occupe une place stratégique à différents niveaux. Localement, elle organise et anime des activités sociales, éducatives et culturelles. À l'échelle nationale, elle représente la communauté capverdienne auprès des autorités luxembourgeoises, en participant à des consultations et à des initiatives qui concernent l'ensemble des Capverdiens. Enfin, sur la scène internationale, elle s'engage au sein de la diaspora, avec des projets de coopération au Cap-Vert et des rencontres, comme le rassemblement de 2023 à Lisbonne, qui a permis de dresser un état des lieux des Capverdiens vivant à l'étranger et a réuni des associations venues de toute l'Europe.



Fête de l'Indépendance du Cap-Vert – communauté au Luxembourg,
Place du Parc Bonnevoie, 5 juillet 2025
© FACVL

Collaboration et partenariats

Pour José Henrique de Burgo, la force de la fédération réside dans la coopération. Les partenariats conclus avec le CLAE, l'OGBL, *One People* ou l'Institut Camões, mais aussi avec les communes luxembourgeoises et l'ambassade du Cap-Vert, permettent de mutualiser les ressources et d'organiser des actions plus ambitieuses. Ces collaborations renforcent l'impact de la fédération, qui agit à la fois comme porte-parole et comme trait d'union entre les associations et les institutions.

Défis et perspectives

Comme beaucoup d'associations, la FACVL doit relever plusieurs défis : un financement limité, un manque de locaux et un bénévolat exigeant. Mais au-delà de ces contraintes logistiques, la fédération s'attache à répondre à des enjeux sociaux majeurs pour la communauté, tels que l'alphabétisation, la réussite scolaire, l'insertion professionnelle et l'accès au logement. Selon José Henrique de Burgo, la préservation de l'identité culturelle et la valorisation de l'éducation sont essentielles pour permettre aux jeunes Capverdiens de développer pleinement leur potentiel et de s'épanouir dans le Luxembourg contemporain.

Contact Information

Pour suivre les activités de la FACVL, participer à ses projets ou bénéficier de son accompagnement, vous pouvez la contacter par e-mail à l'adresse info@facvl.lu ou facvl2010@gmail.com ou via son site internet : <https://facvl.lu>.

[1] « Le CLAE élit ses nouveaux représentants », CLAE, 2025, consulté le 24 février 2026 (<https://www.clae.lu/le-clae-elit-ses-nouveaux-representants-2>).

[2] Lejealle, B. et al., *Vie associative et Vivre ensemble au Luxembourg – Participation des ressortissants de pays tiers*. Luxembourg : Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, 2022.

[3] Serré, A., « “Vous avez dit Intégration ?” Du rôle des associations nées de l'immigration au Luxembourg », dans *Asti 30+ : 30 ans de migrations – 30 ans de recherches – 30 ans d'engagements*, édité par Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés. Luxembourg : Éditions Guy Binsfeld, 2010, p. 185.

[4] Serré, « Vous avez dit Intégration ? », p. 186 et 188.

[5] Wihtol de Wenden, C. & Leveau, R., *La bourgeoisie : les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris : CNRS Éditions, 2001.

Musées et patrimoine migratoire

Musées et patrimoine migratoire

Fenix : le nouveau musée d'art dédié à la migration à Rotterdam

(Par Heidi Martins)



Fenix Tornado Museum entrance waterside
© Iwan Baa

Le matin du 10 septembre 2025, Heidi Martins a eu le plaisir de s'entretenir avec Anne Kremers, la directrice du musée Fenix récemment inauguré à Rotterdam, lors d'une conversation en ligne sur Zoom. Elles ont discuté de la vision audacieuse du musée en matière de conservation, ainsi que des défis complexes liés à la narration d'histoires sur la migration à une époque où les mouvements de personnes, d'idées et de cultures sont à la fois de plus en plus visibles, mais aussi souvent contestés.

Installé dans un entrepôt portuaire historique des années 1920 situé sur la péninsule de Katendrecht à Rotterdam, le Fenix est une institution culturelle et un musée d'art important dédié à l'exploration des multiples facettes de la migration. Bien plus qu'un musée traditionnel, Fenix est un espace dynamique de rencontre, de mémoire et de réflexion, situé sur un site où d'innombrables émigrants ont autrefois commencé leur voyage vers une nouvelle vie à travers le monde.

Avant d'aborder le sujet de Fenix, pourriez-vous vous présenter et nous parler un peu de votre parcours professionnel qui vous a mené à votre poste actuel de directeur ?

Bien sûr. Après des études en sciences culturelles et en histoire de l'art, j'ai commencé ma carrière à l'âge de 24 ans dans un musée tout juste inauguré, la Villa Mondriaan. À l'époque,

J'étais la plus jeune directrice de musée des Pays-Bas. J'ai ensuite travaillé plusieurs années à Hong Kong pour une fondation artistique, où j'ai lancé des projets culturels à Hong Kong et en Chine. Je suis ensuite retournée à Rotterdam, ma ville natale, où l'on m'a invitée à développer le projet Fenix. Tout au long de ma carrière, j'ai cherché à créer des lieux culturels ayant un impact positif sur la société, et pouvoir le faire dans ma propre ville a été un rêve devenu réalité.



Anne Kremers, directrice
© Sylvana Lansu

Pourriez-vous nous en dire plus sur Fenix : ses origines, sa mission, son équipe, son architecture et son nom ?

Fenix est une initiative menée par la Fondation *Droom en Daad*, une fondation philanthropique basée à Rotterdam. Fenix est donc un musée privé, financé par des fonds privés. La fondation a pour objectif de rendre Rotterdam plus belle en soutenant les organisations culturelles existantes et en en créant de nouvelles.

Le musée est installé dans un ancien entrepôt de la *Holland-America Line*, construit en 1923, d'où sont parties des millions de personnes pour commencer une nouvelle vie en Amérique, au Canada, au Brésil, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. Rotterdam est une ville portuaire qui a une longue histoire migratoire : aujourd'hui, plus de 179 nationalités y cohabitent. Initialement baptisé *San Francisco Warehouse*, le bâtiment a été partiellement démoli après la Seconde Guerre mondiale, puis endommagé par un incendie dans les années 1950. Lorsqu'il a été reconstruit en deux parties, il a été rebaptisé « Fenix », comme l'oiseau renaissant de ses cendres. Nous avons trouvé ce nom si approprié et neutre que nous avons décidé de le conserver.

C'est ici que tout a commencé il y a environ six ans, avec une petite équipe de trois personnes seulement ; aujourd'hui, nous comptons plus d'une centaine d'employés. Nous avons littéralement construit le musée à partir de rien – le bâtiment, la collection et l'organisation – et nous avons officiellement ouvert nos portes en mai 2025.

Selon vous, quelle est la mission de Fenix ?

Nous avons longuement débattu pour savoir si nous étions un musée de l'immigration, un musée des migrations ou un « *Landverhuizersmuseum* » (le terme *Landverhuizers*, qui signifie « émigrants », était utilisé jusqu'aux années 1930 pour désigner les personnes qui partaient pour l'Amérique), mais nous avons réalisé que nous souhaitions nous concentrer sur l'art afin d'élargir les perspectives sur les migrations. La migration est un thème à la fois émotionnel et universel. Depuis les débuts de l'humanité, les gens se déplacent ; nos vies sont façonnées par la migration. Chaque famille a son histoire d'immigration, parfois grande, parfois petite, mais elle est toujours présente. L'art est également émotionnel et les artistes ont le pouvoir de raconter des histoires émouvantes, sans vous dire quoi penser.



Depuis les débuts de l'humanité, les gens se déplacent ; nos vies sont façonnées par la migration.



Comment résumeriez-vous le rôle de votre institution dans la société ?

Nous voulons montrer que la migration est un sujet qui concerne la société, qui nous concerne tous. Il ne s'agit pas des autres. Nous espérons que chaque visiteur se reconnaîtra dans l'une des histoires et se dira : « Oh, cela me concerne aussi ». Le dialogue et l'empathie font parfois défaut aujourd'hui, et nous espérons contribuer un peu à ce mouvement.

La migration est aussi un sujet éminemment politique. Comment le musée gère-t-il les récits divers, voire opposés ?

Si la migration revêt souvent une dimension politique, c'est avant tout une question humaine, et c'est ce que nous voulons montrer. Nous présentons de nombreux témoignages personnels et un large éventail de points de vue, reflétant à la fois les aspects positifs et les aspects plus difficiles, voire douloureux, de la migration. Nous ne cachons pas la tristesse, mais nous ne vous disons pas ce que vous devez penser en tant que visiteur.

Comment intégrer les nombreuses histoires différentes des migrants présents à Rotterdam ?

Nous ne voulions pas de petits espaces réservés à chaque groupe de migrants. Le Cap-Vert est toutefois très important pour Rotterdam, et surtout pour Katendrecht. Les premiers migrants capverdiens sont précisément arrivés là où se trouve Fenix. Ce quartier était le premier Chinatown d'Europe continentale et a toujours été un creuset de nationalités liées au port.

L'artiste néerlandaise Raquel van Haver a créé pour nous une œuvre sur le Cap-Vert en collaboration avec l'artiste sonore capverdien Ivan Barbosa. Cette peinture recto-verso représente d'un côté les Capverdiens vivant à Rotterdam et de l'autre ceux qui vivent encore au Cap-Vert. Elle évoque le lien entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés. Elle aborde les thèmes du désir, du départ et de la patrie de soi qui nous manque, un sentiment partagé par de nombreuses communautés de migrants.



Raquel van Haver, *Luz Brilhante e Cintilante*, 2023-2025,
Collection Fenix
©TITIA HAHNE

Elle aborde les thèmes du désir, du départ et de la patrie de soi qui nous manque, un sentiment partagé par de nombreuses communautés de migrants.

Quelle est votre approche vis-à-vis du public ? Comment le musée appréhende-t-il ses « publics » ? Essayez-vous d'encourager la collaboration et la participation ?

Nous avons déjà accueilli plus de 250 000 visiteurs, soit bien plus que prévu. Nous accueillons des personnes de tous âges et de tous horizons. Les expositions sont ouvertes, accessibles et de grande qualité.

Notre labyrinthe de valises en est un bon exemple. Nous avons collecté plus de 2 000 valises auprès de donateurs à travers tout le pays, et plus de 1 400 personnes ont fait don de valises accompagnées d'histoires personnelles. Nous les avons transformées en un labyrinthe que vous pouvez parcourir tout en écoutant une visite audio. C'est un exemple parfait de cocréation.

Un autre exemple est le *Plein*, une place intérieure de 2 000 m² ouverte presque tous les jours. Les gens peuvent y faire leurs devoirs, boire un café, jouer au tennis de table ou aux échecs, ou encore y déjeuner. Toutes les six semaines, nous accueillons un nouveau chef (capverdien, chinois, syrien) afin que vous puissiez déguster des cuisines du monde entier. Nous organisons des événements presque tous les jours en collaboration avec différentes institutions et organisations de la ville. Fenix n'agit jamais seul, mais toujours en collaboration avec un partenaire.

Si vous deviez décrire en une phrase la caractéristique la plus distinctive du musée, laquelle choisiriez-vous ?

Visiter Fenix est une expérience unique, différente pour chacun, mais nous souhaitons qu'elle soit véritablement émouvante.

Coordonnées:

Fenix

Adresse: Paul Nijghkade 5, 3072 AT Rotterdam

E-mail: info@fenix.nl

Site web: <https://www.fenix.nl/en/>

Trésors du CDMH

Trésors du CDMH

Le livre archive, le livre témoin

(Par Roxane Kostigoff et Antoinette Reuter)



Couverture du livre « Di nos. Nous des Capverdiens au Luxembourg »

Photographe: Charles Laplanche

La bibliothèque du Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH) détient en plus d'ouvrages évoquant le débat académique autour de l'actualité migratoire la plus immédiate, des livres devenus, au fil des décennies, des archives, car ils illustrent l'état d'une question particulière à un moment donné. Tel est certainement le cas pour la présence capverdienne au Luxembourg, illustrée par l'iconique « Di nos. Nous, des Capverdiens au Luxembourg », de Charles Laplanche (photos) et Michel Vanderkam (textes).[1]

Cette publication est issue d'une exposition réalisée en 1991 par le Centre national de l'Audiovisuel (CNA) en partenariat avec l'Association d'amitié avec le peuple capverdien au Luxembourg. Ce projet, qui a nécessité deux années de travaux et d'enquêtes préalables, tant au Cap-Vert qu'au Grand-Duché, révèle le rôle pionnier et original du CNA – alors la plus jeune institution patrimoniale du pays – au sein de la sphère culturelle locale. Il était



Photographies issues du livre « *Di nos. Nous des Capverdiens au Luxembourg* »

Photographe: Charles Laplanche

en effet tout à fait inhabituel à l'époque qu'une « maison » nationale travaille avec le monde associatif et se tourne vers un sujet intéressant un groupe situé aux marges de la société luxembourgeoise. L'ouvrage de Laplanche et Vanderkam tente en effet de rendre visibles les Capverdiens du Luxembourg. Cette affirmation peut sembler paradoxale, car ces derniers, issus du premier groupe racisé à s'installer de manière permanente et en grand nombre au Luxembourg, étaient très exposés en raison de la couleur de leur peau. Les auteurs de l'ouvrage s'emploient à offrir au grand public des connaissances qui dépassent la simple perception de cette différence en s'appuyant sur un travail d'enquête de type sociologique illustré par des photos en noir et blanc.

“

L'ouvrage de Laplanche et Vanderkam tente en effet de rendre visibles les Capverdiens du Luxembourg.

”

Les photos de Charles Laplanche sont apaisantes et belles. Le choix de la beauté comme critère de représentation est alors fait par divers acteurs de la scène européenne impliqués dans les débats sur les migrations. En France, l'association « Génériques » essaie par cette orientation de contrer la pauvreté matérielle générale (papier, typographie, etc.) des publications évoquant les questions migratoires.[2] On ne manque pas non plus d'être frappé par la proximité du projet du CNA avec les travaux de la photographe allemande Brigitte Kraemer réalisés à la même époque et actuellement

exposés par le Ruhr Museum d'Essen, partenaire du CDMH au sein de l'Association of European Migration Institutions (AEMI).[3] L'approche du CNA et des auteurs s'inscrit donc dans une démarche européenne avant-gardiste en matière de photographie sociale, et il faut leur en rendre hommage.



Photographies issues du livre « *Di nos. Nous des Capverdiens au Luxembourg* »
Photographe: Charles Laplanche

Cette approche esthétisante est toutefois parfois remise en question ultérieurement par des personnes issues des jeunes générations, qui estiment qu'en gommant les aspérités, elle donne une vision lénifiante et quelque peu passive de la présence capverdienne au Luxembourg.[4] Elle occulte notamment la réalité du racisme au quotidien, une réalité qui sera révélée par des études ultérieures tout aussi marquantes.[5]



Photographies issues du livre « *Di nos. Nous des Capverdiens au Luxembourg* »
Photographe: Charles Laplanche

- [1] Laplanche, C. et Vanderkam, M., *Di nos. Nous, des Capverdiens au Luxembourg*, Ministère de la Culture/CNA, Luxembourg, 1991.
- [2] Propos de Driss El Yazami, Secrétaire général de « Génériques », à l'occasion d'une formation au traitement des archives proposée en 1998 par le Comité de Liaison des Associations d'étrangers (CLAE) et le CDMH.
- [3] <https://fotografie-brigittekraemer.de/>
- [4] Débats autour de l'exposition « Cap-Vert, allers-retours » organisée par le CDMH en 2012.
- [5] Voir notamment les travaux engagés à l'Université du Luxembourg par Bernardino Tavares et Aleida Vieira.

Traces migratoires de Dudelange

Traces migratoires de Dudelange

BAMI, la naissance d'un projet numérique à Dudelange

(Par Antoinette Reuter)

Le projet BAMI, la « Banque de données du Bassin Minier », rassemble l'ensemble des fiches d'arrivée des étrangers à Dudelange. Il s'agit en l'occurrence de documents de police obligatoirement remplis par les étrangers arrivant dans la ville entre 1898 et 1947.[1] Ces documents ne contiennent pas seulement des informations d'état civil des personnes concernées, mais aussi des renseignements sur les étapes de leur parcours professionnel. On y voit apparaître des itinéraires qui enjambent plusieurs frontières. Plus tard, les recensements des années 1880, 1895, 1900 et 1910, concernant les villes de Dudelange, Esch-sur-Alzette, Differdange et Rumelange ont également été ajoutés au projet. Ce travail a été grandement facilité par la mise à disposition de microfilms par les Archives nationales, alors dirigées par Cornel Meder.

————— “ —————
Ces documents ne contiennent pas seulement des informations d'état civil des personnes concernées, mais aussi des renseignements sur les étapes de leur parcours professionnel. On y voit apparaître des itinéraires qui enjambent plusieurs frontières.
————— ” —————

Le projet a été initié en 1995 par l'historien Jean-Paul Lehnars. Il venait de rentrer de l'Université de Vienne, où il avait travaillé comme assistant postdoctorant de Michael Mitterauer au département d'histoire économique et sociale. Il s'y était notamment intéressé à l'histoire des structures familiales et à la démographie historique. Au niveau international, Jean-Paul Lehnars a été l'un des pionniers de l'application des techniques numériques à l'histoire.[2] On a tendance à l'oublier aujourd'hui, mais à l'époque, très peu de chercheurs disposaient d'un ordinateur personnel.

Jean-Paul Lehnars estimait que le Grand-Duché pouvait servir de laboratoire pour la recherche historique impliquant de vastes collections de données diverses. En effet, malgré sa petite taille, le Luxembourg présente les caractéristiques d'un grand État, notamment sur les plans économique, social, politique et culturel.

————— “ —————
En effet, malgré sa petite taille, le Luxembourg présente les caractéristiques d'un grand État [...].
————— ” —————

L'idée de choisir le bassin minier luxembourgeois comme champ d'observation privilégié résulte d'une autre approche innovante de l'époque, à savoir la découverte de l'histoire industrielle, ignorée jusque-là par l'historiographie traditionnelle. Les années 1980 et 1990 ont en effet été marquées par de nombreux échanges réguliers et fructueux entre les chercheuses et chercheurs de la Grande Région autour de l'histoire commune de leurs pays dans le domaine de la sidérurgie. Cet effort transfrontalier a donné lieu à la création de groupes de travail, à l'organisation de colloques et d'expositions. Jean-Paul Lehnerns a ainsi pu convaincre la toute jeune « Fondation Bassin Minier »[3] de soutenir matériellement un projet de collecte de données et de recherche axé sur le sud industriel du Luxembourg. L'exécution du projet a été confiée à François Hendrickx[4], doctorant au département d'histoire économique de l'Université de Nimègue. Ce chercheur avait suivi les cours d'introduction à l'application de l'informatique à l'histoire donnés par Jean-Paul Lehnerns à l'Université de Trèves. La gestion pratique et l'encadrement académique du projet BAMl au quotidien ont été assurés par Fernand Fehlen, au sein du Centre de recherche public Henri Tudor (CRP Henri Tudor).[5] Le premier enregistrement de données a été réalisé par l'historienne moderniste Antje Stannek.[6]

La saisie a d'abord privilégié les données concernant la ville de Dudelange, la thématique des migrations lui ayant été réservée dans le cadre des « Circuits culturels interdisciplinaires du Bassin minier », un autre projet de la Fondation Bassin Minier. L'équipe du Centre de Documentation sur les Migration Humaines (CDMH) a apporté son soutien logistique aux personnes travaillant sur le projet.[7] En contrepartie Antje Stannek et François Hendrickx ont participé aux projets du CDMH, apportant notamment leur expertise à l'exposition « Itinéraires croisés » réalisée dans le cadre de la désignation de Luxembourg comme « Capitale européenne de la culture » en 1995, la première manifestation publique du CDMH en tant qu'association sans but lucratif (ASBL) nouvellement fondée. L'exposition, qui présentait l'histoire de la ville de Dudelange à travers les migrations, se tenait à l'hôtel de ville et reste à ce jour l'une des plus belles réussites du CDMH.[8] Les premiers résultats du projet ont fait l'objet non seulement de contributions à des colloques et à des revues, notamment à *Migrance* une publication spécialisée dans l'histoire des migrations éditée par l'association « Génériques » de Paris.[9]



En rassemblant les données les plus diverses sur des individus, nous pouvons en effet reconstituer la destinée d'individus au demeurant anonymes.



Le projet BAMl étant en cours de réalisation, Jean-Paul Lehnerns s'est intéressé à d'autres urgences, telles que le développement de l'Université du Luxembourg et des projets avec les pays en développement. Le CDMH a repris le flambeau, notamment auprès de la Fondation Bassin Minier. Ceci n'a pas été sans quelques hésitations, car il fallait trouver un autre chercheur qui, à l'instar de Jean-Paul Lehnerns, aurait la vision nécessaire pour imaginer les applications potentielles des énormes quantités de données collectées.[10] Le successeur a été trouvé en la personne de l'historien et sociologue Piero-Dominique Galloro, aujourd'hui professeur de sociologie à l'Université de Lorraine-Metz, qui avait utilisé les technologies

numériques pour sa thèse de doctorat.[11] Une nouvelle collecte de données, axée cette fois-ci sur les villes d'Esch-sur-Alzette et de Rumelange a été lancée avec le soutien matériel de la Fondation Bassin Minier, dans le cadre du projet européen Interreg « RIDI – Relations interculturelles et dynamiques identitaires », mené par le CDMH en partenariat avec l'Université de Metz et l'association belge « Histoire Collective ». L'encodage des données a été confié à Claude Vanolst, engagé comme vacataire, qui s'est acquitté de cette tâche avec beaucoup de minutie et d'engagement.[12]

Au fil des années, la collecte de données à grande échelle s'est métissée avec une autre approche, à savoir, celle de la microhistoire. En effet, si l'on pouvait initialement craindre que BAMl encourage une perspective structuraliste et ignore l'être humain, c'est en réalité tout le contraire qui s'est produit. En rassemblant les données les plus diverses sur des individus, nous pouvons en effet reconstituer la destinée d'individus au demeurant anonymes.[13]

[1] À noter que les services culturels de la commune de Differdange ont décidé de numériser leurs archives locales selon le modèle BAMl, mais en utilisant leurs propres ressources. La saisie a été coordonnée par Tania Brugnoni.

[2] Lehnern, J.-P., "History and Computing: The Example of Luxembourg", dans *Information Technology in the Teaching of History*, édité par Allan Martin, Lez Smart et David Yeomans, Routledge: Londres, 1997, p.37-44.

[3] www.fondationbassinminier.lu, créée en 1989.

[4] François Hendrickx s'est ensuite détourné de l'histoire pour se consacrer à son autre passion : la photographie. (<https://www.francoishendrickx.com>)

[5] Le Centre de Recherche Public Henri Tudor a été créé en 1987. En 2015, il a été intégré à une nouvelle structure, le *Luxembourg Institute for Science and Technology*.

[6] Antje Stannek est aujourd'hui coordinatrice des études à l'Université Justus Liebig de Giessen.

[7] Jean-Paul Lehnern est également l'un des fondateurs de l'asbl CDMH. Il a apporté sa caution scientifique au projet initial du CDMH.

[8] Centre de Documentation sur les Migrations Humaines, *Mémoires croisées: regards sur l'immigration, l'exemple de Dudelange*, Dudelange : CDMH, 1995.

[9] Hendrickx, F., "Bevölkerungsbewegungen in Dödelingen zu Beginn der Industrialisierung. Ein Beitrag zur Geschichte der Migration im Bassin Minier," dans *Héritages culturels dans la Grande Région: Saar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat*, édité par Jean-Paul Lehnern. Luxembourg: Publications du Centre Universitaire Luxembourg, 1996, p. 211-229; Hendrickx, F., "Guide des archives de l'immigration et des migrations internes au Luxembourg aux débuts de l'ère industrielle", *Migrance* 20 (2002), p.10-19.

[10] Archives du CDMH, fonds du CDMH, sous-fonds « Réseaux », série « Fondation Bassin Minier », sous-série, dépôt Antoinette Reuter, Discours prononcé lors de l'Assemblée générale annuelle 1998 de la Fondation Bassin Minier, notes manuscrites.

[11] Galloro, P.-D., *Ouvriers du fer, princes du vent : histoire des flux de main-d'oeuvre dans la sidérurgie lorraine (1880-1939)*, Metz : Éditions Serpenoise, 2001.

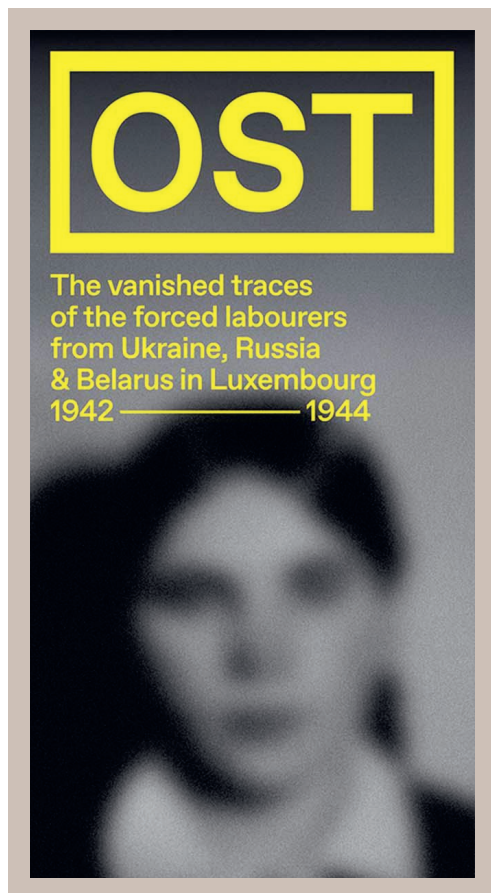
[12] Archives du CDMH, fonds du CDMH, sous-fonds « Projets pluriannuels », série « Projet Interreg RIDI-Relations interculturelles, dynamiques identitaires(1996-1998) », sous-série « Disquettes de données ».

[13] Voir par exemple Corbin, A., *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot: sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*. Paris: Flammarion, 1998. Voir également Reuter, A. (ed.). *Migrations – histoire, mémoire, patrimoine: les 20 ans du CDMH à Dudelange*, Luxembourg: Fondation Bassin Minier, 2017.

Actualités

Actualités

Exposition "OST. Les traces disparues des travailleurs forcés d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie au Luxembourg, 1942-1944"



Dans une exposition hautement symbolique et poignante, Inna Ganschow et Joëlla van Donkersgoed mettent en lumière les traces disparues de 4 000 travailleurs forcés originaires des territoires occupés par les nazis en Union soviétique et amenés de force au Luxembourg. S'inspirant du livre primé d'Inna Ganschow *Keiner weinte, es gab keine Tränen mehr* (2025), également disponible en anglais en 2026, l'exposition présente des témoignages, des objets personnels et des cartes des nombreux camps de travail forcé disséminés à travers le Luxembourg. Elle permet ainsi de découvrir les histoires personnelles et les destins de travailleurs forcés ukrainiens, russes, biélorusses et polonais. Centrée principalement sur Dudelange, et l'ancien camp de Relient, l'exposition offre non seulement un aperçu des expériences humaines des travailleurs forcés et de la solidarité par la population locale pendant cette période brutale de l'occupation allemande, mais elle explore également l'impact de ces expériences sur leur vie après la libération du Luxembourg et leur retour en Union soviétique.

Actuellement présentée au Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH), l'exposition a été prolongée jusqu'en mai 2026. Une brochure d'accompagnement est disponible gratuitement en anglais et en français, pour permettre au plus grand nombre de personnes d'accéder aux résultats. Conçue de manière à pouvoir être facilement adaptée et présentée dans d'autres lieux du pays, comme Esch-sur-Alzette (Lallange et Belval), Schifflange, Differdange, Pétange, Warken, Diekirch et Luxembourg-ville, l'exposition vise à sensibiliser la population à ce passé méconnu. Les institutions ou communes qui souhaitent accueillir l'exposition sont invitées à contacter le CDMH.

Journée commémorative Louis Rech



Photo de Louis Rech prise pour
l'exposition "Retour de Babel" (2007)
Photo: Andrés Lejona

Le dimanche 25 janvier 2026, le CDMH, la Chaire « Histoire et Migrations » et la Ville de Dudelange ont organisé une journée commémorative au Centre Culturel Régional Opderschmelz à Dudelange, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Louis Rech (1926-2012).

Louis Rech, né en Italie, a été le premier bourgmestre (1985-1993) issu de l'immigration à diriger une commune luxembourgeoise. Aujourd'hui, de nombreux enfants d'immigrés ont trouvé leur place dans le monde politique luxembourgeois. À travers cet hommage évoquant le parcours de l'édile dudelangeois, les organisateurs souhaitent toutefois rappeler que cette émancipation politique n'a pas été une chose banale et qu'elle s'est faite au prix d'engagements personnels intenses et de luttes sociétales importantes.

Cette journée offrait un cadre pertinent pour présenter les recherches actuelles sur l'histoire des migrations à Dudelange et, plus largement, dans la région minière. Durant la matinée, quatre chercheurs ont présentés leurs recherches sur Dudelange. L'après-midi, quatre présentations de recherches récentes sur la ville d'Esch-sur-Alzette ont permis de faire des comparaisons.

L'ensemble des contributions partagées fera l'objet d'une publication dans une édition spéciale de cette revue.

Discours d'ouverture SHOT



Denis Scuto a été invité à prononcer le discours d'ouverture de la conférence annuelle 2025 de la *Society for the History of Technology* (SHOT), la Société pour l'histoire de la technologie, qui s'est tenue à Belval du 9 au 11 octobre 2025 et a réuni plus de 400 chercheurs issus d'instituts du monde entier. Le thème de la conférence était « Technologies de la migration – Technologies migrantes ».

Dans son allocution intitulée « Migration vers le Luxembourg : construire des identités sur papier et l'État-nation (1840-1940) », Denis Scuto a examiné l'impact de la transition de l'ère libérale du XIXe siècle à l'ère nationale du XXe siècle sur les pratiques administratives du Luxembourg en matière d'identification et d'enregistrement des personnes, ainsi que leur contribution au développement parallèle de la « technologie du papier » et de « l'État-surveillance ». Il a montré comment la formation de l'État-nation, associée à la migration massive de la main-d'œuvre, avait lié la bureaucratie à la démocratie. Les étrangers sont devenus de plus en plus des « identités sur papier », documentés et classés de manière à permettre à l'État de les identifier, de les surveiller, de les canaliser et, le cas échéant, les exclure de la sécurité publique et de la sécurité sociale.

« Sauvons les archives des migrations » : Un projet de collecte et de valorisation d'archives soutenu par l'Œuvre Nationale de Secours Grande Duchesse Charlotte



Le CDMH s'est toujours engagé à collecter les archives d'associations et de particuliers ayant vécu l'expérience de la migration. Ces documents produits par les personnes et les groupes concernés, viennent compléter et remettre en question les archives publiques plus classiques. Ils constituent donc un outil essentiel pour écrire l'histoire des migrations.

Les personnes issues des communautés immigrées deviendront de plus en plus les Luxembourgeois de demain. Écrire l'histoire de leur installation dans la société luxembourgeoise est donc un enjeu identitaire de premier ordre. Pour y parvenir, les archives telles que celles collectées par le CDMH jouent un rôle important dans ce processus et font partie intégrante du patrimoine national.

Cependant, le CDMH se trouve actuellement confronté à un défi unique en matière de politique d'archivage. Quelle stratégie doit-il adopter maintenant que les documents papier ont été largement remplacés par la communication numérique ?

Depuis l'été 2025, le CDMH bénéficie du soutien de l'Œuvre Nationale de Secours Grande Duchesse Charlotte dans ses efforts pour explorer cette question en se concentrant sur trois groupes de la société luxembourgeoise : les immigrés portugais, afghans et indiens.

La présence portugaise est le fruit d'un mouvement migratoire classique, essentiellement lié au travail. Elle se traduit aujourd'hui par une présence démographique significative au sein de la société luxembourgeoise. Plus d'un quart de la population actuelle du Luxembourg est d'origine portugaise. Malgré cette importance numérique, l'histoire des Portugais du Luxembourg reste largement méconnue. Le CDMH, qui héberge désormais les archives de la Confédération de la Communauté Portugaise au Luxembourg (CCPL), l'organisme qui chapeaute les associations portugaises du Luxembourg, permet au grand public et aux chercheurs de découvrir des aspects insoupçonnés de l'immigration portugaise, notamment une production théâtrale étonnante.

L'installation d'une communauté afghane au Luxembourg est, en revanche, relativement récente. La plupart de ses membres sont arrivés après 2015 en tant que réfugiés. On sait peu de choses sur le quotidien de ce groupe minoritaire à bien des égards, mais il est néanmoins la cible de nombreux préjugés. Le CDMH s'appliquera à mieux le faire connaître en faisant appel à la communauté elle-même pour recueillir des archives et des témoignages appropriés.

Les Indiens font partie des groupes qui connaissent actuellement la plus forte croissance au sein de la société luxembourgeoise. Bien qu'ils soient voisins des Afghans, leur situation est totalement différente. Ils sont souvent rangés dans la catégorie des « expats ». Si ce terme avait traditionnellement une connotation négative, évoquant l'exil loin de son pays natal, il a aujourd'hui une connotation plus positive et désigne les travailleurs qualifiés dont les compétences sont recherchées sur un marché du travail mondialisé.

Des événements réguliers seront organisés tout au long du projet pour permettre d'échanger avec les publics intéressés.

Une première rencontre avec la communauté afghane, a connu un succès inattendu. Plus de quarante personnes ont fait le déplacement jusqu'à Dudelange, souvent dans des conditions difficiles, sans moyen de transport personnel et malgré l'offre réduite des transports publics le dimanche.

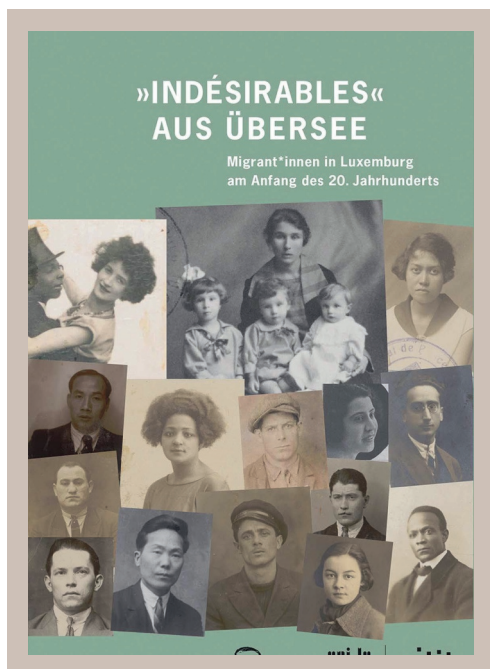
Sylvain Besch (Centre d'Etude et de Formation Interculturelles et Sociales, CEFIS) a introduit l'événement en présentant une étude sociodémographique sur les Afghans au Luxembourg. L'échange avec le public a révélé la grande souffrance de nombreux ressortissants afghans qui attendent parfois depuis des années des papiers en règle ou un logement décent, en dehors des structures d'accueil pour réfugiés. Il a également révélé la volonté d'intégration d'une grande partie de la communauté, qui se traduit par une participation aux élections communales supérieure à la moyenne, ainsi que par l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

Publications

“Indésirables” aus Übersee: Migrant*innen in Luxemburg am Anfang des 20. Jahrhunderts

Par Julia Harnoncourt

Publié : octobre 2025



Après avoir effectué des recherches postdoctorales au C²DH dans le cadre du projet COLUX sur l'histoire coloniale du Luxembourg, sous la direction de Denis Scuto, Julia Harnoncourt a récemment publié un ouvrage sur la migration de personnes originaires de pays non européens vers le Luxembourg.

À la fin du XIXe siècle, le Luxembourg est passé d'un pays d'émigration à un pays d'immigration. Outre les migrants européens, au moins 200 personnes originaires des Amériques, d'Afrique et d'Asie se sont installées au Luxembourg jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. La plupart d'entre eux travaillaient dans l'industrie sidérurgique ou dans le bâtiment. Certains étaient journalistes, avocats, ou médecins. Beaucoup étaient commerçants ou

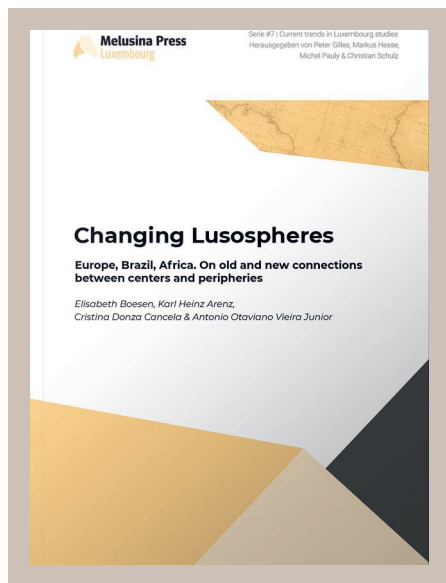
entrepreneurs. D'autres encore divertissaient la population luxembourgeoise avec des spectacles de danse, de cirque ou de musique. Plusieurs migrants ont eu maille à partir avec les agents chargés de faire appliquer les lois sur l'immigration en raison de leurs opinions politiques, communistes ou anarchistes. À l'instar des personnes soupçonnées de vagabondage, ils ont souvent été menacés d'expulsion.

Dans son livre, Julia Harnoncourt raconte l'histoire de certains de ces migrants, ainsi que celle d'autres personnes qui sont arrivées au Luxembourg sans jamais avoir l'intention d'y rester. À travers leurs histoires individuelles, elle brosse un tableau plus large de l'histoire de la migration et des relations internationales au Luxembourg.

Changing lusospheres: Europe, Brazil, Africa. On old and new connections between centers and peripheries

Par Elisabeth Boesen, Karl Heinz Arenz, Cristina Donza Cancela, Antonio Otaviano Vieira Junior

Publié: novembre 2025



Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé à l'Université du Luxembourg en novembre 2022, au cours duquel des chercheurs de différents pays et disciplines ont exploré les liens historiques et contemporains unissant le Portugal, le Brésil, le Luxembourg et plusieurs pays africains. Son objectif principal est de montrer comment les migrations et les relations transnationales entre le Portugal, le Brésil et d'autres régions du monde peuvent être considérées comme des processus historiques, politiques et socioculturels interdépendants. Les contributions abordent des expériences spécifiques liées à la migration et à la diaspora, soulignant la multiplicité et la diversité des relations au sein de ce que les éditeurs désignent comme des « lusosphères en mutation ».

Dans son article sur les pratiques funéraires capverdiennes au Luxembourg, Elisabeth Boesen se concentre sur la religion comme domaine clé à travers lequel les liens entre les régions lusophones sont continuellement renouvelés et entretenus. En observant ces cérémonies et en s'appuyant sur des entretiens récents avec des personnes originaires des îles du Cap-Vert ou issues de familles capverdiennes, elle étudie la renaissance d'éléments du catholicisme populaire et leur importance dans les processus historiques d'échanges et de transformation mutuelle, ainsi que leur contribution aux réinventions religieuses populaires.

LIENS MIGRATIONS



Luxembourg Centre
for Contemporary
and Digital History

